

11) Petrocaribe, el mayor escándalo de corrupción para un pequeño país como Haïti



En 2005, Haïti a signé un accord sous la protection du défunt président vénézuélien Hugo Chávez afin de faire partie d'une alliance entre certains pays des Caraïbes et d'Amérique centrale. Il s'agissait de Petrocaribe, une organisation qui a commencé ses activités le 29 juin 2005 dans la ville de Puerto La Cruz (Venezuela) et qui avait pour finalité d'obtenir du pétrole à des prix préférentiels avec des délais de paiement de plusieurs décennies.

En 2008, Haïti a créé le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aides au Développement (BMPAD) dont la mission était de « recevoir, stocker et commercialiser des produits faisant l'objet d'un accord avec l'État haïtien ». L'opération de BMPAD consistait à recevoir et à redistribuer le pétrole vénézuélien aux entreprises haïtiennes locales. Les bénéfices serviraient à financer des projets sociaux durables et des investissements stratégiques pour aider au développement du pays. Cependant, au fil des ans, le Venezuela est entré dans une crise politique et économique aiguë. Cette réalité a interrompu le programme avec certains pays en juin 2018. Haïti était l'un d'entre eux.

L'affaire Petrocaribe a traversé quatre présidents haïtiens et cinq gouvernements. Le fait est devenu public lorsque le Sénat a publié deux rapports pour identifier les irrégularités dans la gestion des fonds, en 2016. Ces deux documents ont suscité de nombreux débats dans tout le pays. En février 2018, les sénateurs du parti politique au pouvoir (PHTK) se sont réunis et ont décidé de transmettre le rapport à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA) qui a pour rôle de contrôler les dépenses de l'État et est, en outre, un tribunal où les différends administratifs peuvent être jugés.

André Michel, surnommé "avocat du peuple" et farouche opposant du président Jovenel Moïse, prétendait apparaître dans la presse comme un représentant de tous ceux qui se sentent victimes de la corruption de Petrocaribe. Son but était de créer un parti civil contre l'État, mais l'appel est resté sans réponse.

Cependant, comme par magie, tout a commencé le 14 août 2018 au Canada, lorsque le cinéaste et activiste haïtien Gilbert Mirambeau a posté sur son compte Twitter une photo de lui les yeux bandés, tenant dans ses mains un carton avec la phrase suivante : "Kot Kòb Petwo Karibe A?" Cela signifie littéralement : Où est l'argent de Petrocaribe?

C'est ainsi que le mouvement contre la corruption a commencé en Haïti. L'initiative du cinéaste a eu un écho auprès du rappeur et activiste Valckensy Dessin, alias K-lib. Le message s'est propagé très rapidement sur les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram, WhatsApp, entre autres.

La manifestation qui a commencé dans le virtuel est devenue réelle. Dix jours après le tweet du cinéaste, le 24 août 2018, un sit-in devant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif a réuni des étudiants, des enseignants, des professionnels, des chanteurs haïtiens et citoyens de toutes classes sociales. Des hommes politiques sont même arrivés, mais ils ont été hués dès leur arrivée. Le sit-in s'est déroulé sans incident majeur ni intervention de la police. La foule a utilisé des cloches pour crier en chœur sa frustration. À la fin de cet acte de résistance civile, une équipe de volontaires s'est même chargée du nettoyage.

Les manifestations se sont poursuivies en septembre de la même année : tous les dimanches de ce mois, des milliers de manifestants marchaient sur plus de trois kilomètres en portant des affiches, des banderoles et des t-shirts. Le mot d'ordre était clair : exiger l'argent de Petrocaribe

À ces manifestations s'ajoutent deux marches. Le 17 octobre 2018, une date symbolique commémorant la mort du père fondateur de la nation haïtienne Jean-Jacques Dessalines, une première manifestation contre la corruption s'est déroulée dans toutes les rues de Port-au-Prince (capitale d'Haïti) notamment dans les villes provinciales comme Les Cayes, Cap-Haïtien, Gonaïves, Jérémie, Jacmel. Depuis le début du mouvement, ces villes ont décidé de s'isoler du pays en utilisant des barricades comme une forme de protestation pour exiger un procès contre les corrupteurs et ceux impliqués dans la gestion du fonds Petrocaribe.

La deuxième marche a eu lieu le 18 novembre 2018, date à laquelle le pays se souvient de la bataille de Vertières. Haïti fonctionnait à un rythme plus lent, les routes étant bloquées par des barricades en feu. Ce jour-là, les PetroChallengers, appelés ainsi ceux qui ont décidé de relever le défi de diffuser leur photo sur les réseaux sociaux comme le cinéaste, exigeaient la reddition de comptes sur l'utilisation des fonds de Petrocaribe. À cela s'ajoutèrent les opposants politiques qui demandaient

le départ du président Jovenel Moïse. La plupart des protestants étaient cagoulés et prêts à tout chambouler sur leur chemin. C'était un jour de colère et de frustration, puisque sur les réseaux sociaux il a clairement été expliqué l'étendue de la corruption dans Petrocaribe : "Même nos petits- enfants paieront cet argent".

Ce mouvement contre la corruption a été lancé sans leader, sans organisation ni association et sous le slogan de « Nou Pap Dòmi » (Nous ne dormons pas, en espagnol) qui est né devant la Cour Supérieure des Comptes Administratifs (CSC/CA). Ce mouvement appelé « Nou Pap Dòmi » a émergé pour dire aux gaspilleurs que l'on continue d'exiger la tenue d'un procès pour le gaspillage des fonds de Petrocaribe.

Enfin, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA) a feint d'entendre nos cris, douleur, désespoir, colère et frustrations lorsqu'ils ont publié un rapport partiel le 31 janvier 2019 sur la gestion des projets financés par le fonds Petrocaribe au Sénat de la République. La CSC/CA n'a examiné que quelques-uns, pas même la moitié des 409 projets identifiés couvrant une période de 8 ans, de septembre 2008 à septembre 2016.

Les ressources totales générées de 2008 à 2016 par Petrocaribe s'élèvent à 4 milliards 257 millions 598 milles 589 dollars et 12 cents. Cela a provoqué un scandale dans le pays, car une entreprise appelée Comphener S.A., propriété de l'entrepreneur et ancien président Jovenel Moïse, apparaît dans ce rapport pour la gestion de 13 millions 780 milles dollars américains.

Jean-Sonel Basquin

Activiste et éducateur diplômé en gestion de projets de développement, en 2020, il a participé au Programme régional pour l'étude et la pratique de l'action stratégique non-violente dans les Amériques (Quito, Équateur). Il est en train de créer un centre avec d'autres jeunes pour répondre à certains des problèmes de la société haïtienne.